

lameux « repli national » s'accompagnant d'un accommodement du marché intérieur s'était avéré n'être qu'une machine de compression des conditions de vie des travailleurs et une justification du soutien efficace des industriels et des banques disposant largement des crédits de De Man. Au moment des grèves de juin, la situation des mineurs et métallurgistes — après plus d'un an d'Union Sacrée et de collaboration du P. O. B. au gouvernement — n'était pas brillante et la répression des mouvements « sauvages » déclenchés en 1935 par les mineurs de Charleroi, en dehors et contre leurs syndicats, alors que Soudan était ministre socialiste de la Justice, n'avait montré le visage réel et hideux du « Plan du Travail », remanié par Van Zeeland et mis en application par H. De Man, Spaak et Vandervelde, pour permettre l'Union Sacrée — au capitalisme de raffermir sa domination et de se consolider sur le dos du prolétariat, au cours d'une période de convulsions sociales où, depuis la grève générale de juillet 1932, il était entré.

Ainsi, lorsque se présentent les grèves spontanées de juin 1936 l'expérience planiste est arrivée à son échéance et ses vicissitudes ont permis le développement du mouvement rexiste exploitant les scandales financiers où furent impliqués le Parti Catholique et le Parti Socialiste; exploitant le désir de tranquillité sociale des couches importantes de la petite bourgeoisie, énervées par l'incapacité du gouvernement d'Union Sacrée à maintenir le calme plat parmi les masses ouvrières. Une bonne partie de la clientèle électorale du parti catholique passait au rexisme et la perspective d'une lutte frontale contre le prolétariat et par là exerçait une pression sur Van Zeeland en vue d'appliquer cette politique. Non pas que le rexisme représentait un danger fasciste, mais il indiquait la nécessité de modifier l'appareil étatique dans le sens d'une attaque profonde et décisive contre les ouvriers. Après les élections de mai 1936 où se vérifia le succès du rexisme et un certain succès du centrisme gagnant des couches ouvrières dans le Borinage, à Charleroi, à Bruxelles, le P. O. B. se trouva devant la nécessité de conformer son action gouvernementale à l'orientation qu'indiquait symboliquement le rexisme. Van Zeeland posa ses conditions : il resterait chef de la concentration nationale mais il fallait que le P. O. B. s'adaptât aux nouvelles circonstances exigeant une politique très dure envers les ouvriers. Autrement il cédait la place et laisserait faire les démagogues rexistes. Par la force des choses le P. O. B. se trouva devoir évoluer vers la droite alors que les succès des centristes prouvaient qu'un processus de radicalisation de couches ouvrières se dessinait. Entre P. O. B. et P. C. B. la lutte suivante se faisait jour : les centristes voulaient former un Front Populaire (seule forme pouvant canaliser les masses derrière l'épouvantail antifasciste) devant une perspective d'effacement ouvrier. Le P. O. B. refusait avec véhémence ces propositions pour tenter de s'adapter à l'action gouvernementale de Van Zeeland, s'orientant vers des formes toujours plus rigides de lutte contre les travailleurs. C'est dans ces conditions que se produisirent les grèves de juin, qui furent canalisées par l'action combinée de l'appareil syndical réformiste et la contrainte gouvernementale. Désormais les événements évolueront rapidement malgré la passivité relative des ouvriers, après l'étranglement des revendications posées en juin. Van Zeeland passera à une politique toujours plus à droite, obligeant le P. O. B. et la Commission Syndicale à le suivre dans ce chemin, alors que d'une part le centrisme orienta l'attention de couches ouvrières vers l'antifascisme (aidé en cela par les Jeunes Gardes Unifiées et la Fédération Bruxelloise du P. O. B.) et que d'autre part, le rexisme s'orientera vers l'organisation d'un Front des droites englobant les nationalistes flamands et les catholiques de droite.

Les événements d'Espagne secoueront tout l'édifice social si laborieusement échafaudé par les trois grands partis gouvernementaux (catholiques, libéraux et socialistes) et au mois de décembre 1936 les mineurs indiqueront l'approche de nou-

velles réactions ouvrières. La bourgeoisie se trouvera devant une menace de grève générale des mineurs exigeant une augmentation des salaires et c'est à grand-peine que l'on trouvera une base de compromis. C'est que les événements d'Espagne au moment où se produisait une évolution des partis gouvernementaux vers la droite, ne pouvaient servir pour la concentration des masses autour de l'antifascisme. Le danger existait de voir ces masses sauter au-dessus des formes de Front Populaire, se dresser contre elles et se diriger vers la lutte révolutionnaire. On ne pouvait trouver d'issue qu'en obligeant la social-démocratie à renforcer d'avantage sa pression violente sur les organisations syndicales et à s'opposer violemment à tous les mouvements sociaux. Le chantage devant lequel la bourgeoisie plaçait le P.O.B. était clair : ou vous faites ce qu'exprime l'agitation de Degrelle ou nous l'aiderons par efficacité. C'était le langage que Van Zeeland traduisait parlementairement.

Lorsqu'arriva l'affaire Borchgrave on se trouvait dans cette situation : l'agitation croissante des forces antifascistes exprimait la nécessité de canaliser toujours plus des réactions ouvrières. Les Vandervelde et consorts, dans leur opposition à la rapide évolution des Spaak et De Man vers le « socialisme-national » et les formules « Deat, dégageaient une inquiétude, quant à la possibilité de tenir tête aux ouvriers par la seule violence et la répression. Tout le conflit se résumait dans ces termes. On était « mou » ou « dur » par rapport à la lutte contre le prolétariat. Les discussions au Conseil Général du P.O.B. — dont nous ne possédons hélas que les quelques comptes rendus du « Peuple » — virent s'affronter les deux thèses dans une atmosphère de disputes personnelles qui indiquent le désarroi profond qui s'était emparé du P.O.B. Vandervelde et De Brouckère, appuyés par la « gauche » du Parti Ouvrier, réagissaient contre la politique de Spaak au sujet de l'Espagne et voulaient préserver l'action « indépendante » de la classe ouvrière en la versant dans l'antifascisme. De Man et Spaak désiraient — avec la majorité du parti et la C.S. — similaire à celle du clérico-fascisme à la Schuschnigg et dans quelle mesure Vandervelde préconisait la fin de la guerre contre le parti communiste et déclarait que le jour où se formeraient deux blocs : marxiste et réactionnaire, son choix serait fait. De Man voulait rester attaché à Van Zeeland et à son socialisme-national.

La résolution adoptée par le Conseil Général, fut un compromis entre les deux thèses : maintien de l'alliance gouvernementale avec Van Zeeland, mais rejet du Socialisme-National; rejet de tout Front Populaire et limitation (pas trop rigide) de la participation de la « gauche » aux manifestations antifascistes, mais rejet de la politique de Spaak de « Belgique-Toujours »...

Si demain un réveil du prolétariat belge se manifestait le capitalisme aurait ainsi sa planche de salut : Vandervelde et Cie, aidé par le centrisme se présenterait comme l'incarnation du « marxisme », de « l'internationalisme » et maintiendrait les prolétaires derrière le P. O. B.

Tout ce remus ménage dans la social-démocratie vient d'ailleurs de trouver une première solution dans le duel qui s'est engagé entre Van Zeeland et Degrelle. Le premier a pris la tête de la croisade démocratique contre le fascisme et a reçu l'appui des trois partis gouvernementaux. Seulement, sa croisade n'est pas menée au nom de l'antifascisme, mais au nom du NATIONALISME VERITABLE contre le désordre révolutionnaire du rexisme. Tout le problème est de savoir jusqu'où il est possible de regrouper légalement, par l'Union Sacrée, le prolétariat sur une base similaire à celle du clérico-fascisme à la Schuschnigg et dans quelle mesure Vandervelde a raison dans son opposition pour regrouper un prolétariat dont il sent le besoin, sur la base opposée du Front Populaire antifasciste. Il s'agit d'une expérience tout à fait nouvelle et où la social-démocratie belge pousse jusqu'aux limites compatibles avec son existence et sa fonction, une tentative d'adaptation aux nécessités de la situation. « Van Zeeland contre Degrelle »; c'est en réalité le prolétariat